



Ce rapport a été produit par OCHA Sud-Kivu en collaboration avec les partenaires humanitaires. Le prochain rapport sera publié vers le 14/07/2015.

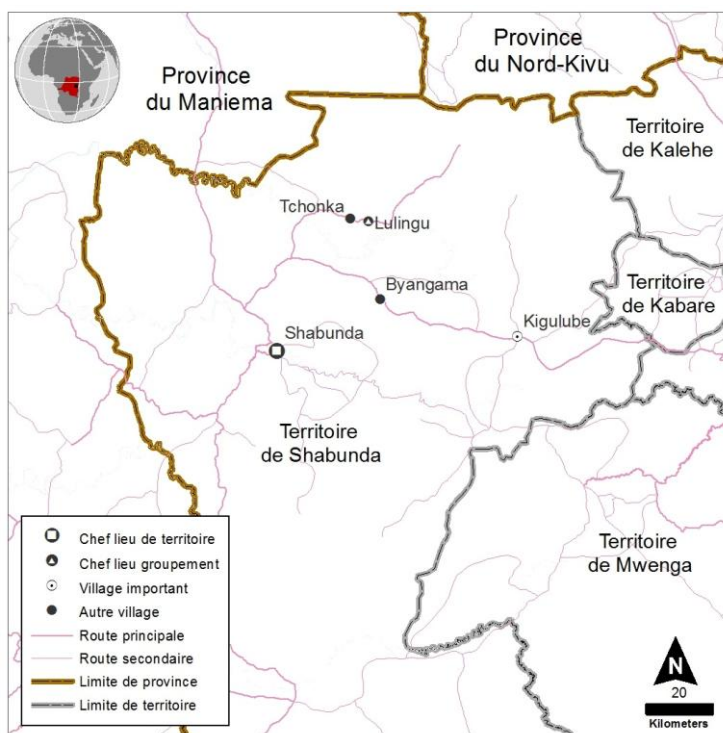
Faits saillants

- Incendie d'un site de déplacés du Sud-Kivu installé au Maniema : plus de 300 habitations détruites
- Des cas d'enlèvement et d'agression sexuelle rapportés dans la région de Lulingu
- Assistance en vivres en faveur de 1 301 familles d'accueil de réfugiés burundais dans la plaine de la Ruzizi

Aperçu de la situation

Un incendie a détruit le 7 juillet 2015 plus de 300 habitations dans le site de déplacés de Kalonda II dans le groupement de Kalonda-Kibuyu, en province du Maniema. Un feu de brousse, allumé par un groupe de bergers en transhumance, se serait ensuite propagé vers le village. Trois personnes ont été blessées par l'incendie et rapidement prises en charge par l'ONG Médecins sans Frontières (MSF). Plus de 1 200 ménages avaient fui le sud de Fizi au mois de mai 2015 en raison de l'insécurité découlant de l'activisme des Mayi-Mayi Yakutumba et s'étaient réfugiés à Kalonda-Kibuyu. Entre avril et mai 2014, plus de 11 750 personnes fuyaient Misisi, au sud du Territoire de Fizi, pour se réfugier au Maniema, notamment à Kalonda-Kibuyu et environs. Les déplacés originaires du Sud-Kivu ayant perdu leurs huttes sont hébergés dans des familles d'accueil. Deux incendies similaires s'étaient produits dans des sites de déplacés de la même zone à la fin du mois d'avril 2015 et il y a moins d'un an.

Selon une mission inter-cluster qui s'est rendue du 2 au 4 juillet 2015 dans la région de Lulingu au nord de Shabunda, de graves violations ont été enregistrées de mai à juin dans la communauté, dont des enlèvements, des agressions sexuelles de masse sur les hommes et les femmes, des cas de torture, de pillage, et d'extorsion de biens des populations et des coupures d'eau intentionnelles de l'adduction qui alimente Lulingu. Le 15 juin, des éléments Raïya Mutomboki ont enlevé 28 personnes dont 11 femmes. La circulation des civils est strictement contrôlée par les FARDC, ce qui, en plus de la psychose existante empêche les femmes de se rendre dans leurs champs. Selon les estimations de la zone de santé, plus de 39 000 habitants soit environ 77,6% de la population de cinq aires de santé (Lulingu, Tchonka, Milenda, Tchampundu, Lolo) se seraient déplacés dans la région de Lulingu entre mai et juin en raison des affrontements et de l'insécurité prévalente. Un retour timide est signalé mais les activités économiques ne fonctionnent toujours pas. Le programme scolaire a également été fortement perturbé et certains élèves n'ont pas pu finir leur année scolaire. Les hôpitaux signalent des ruptures de stock de médicaments essentiels et une insuffisance de stock de kits de prophylaxie post exposition au viol (kits PEP) pour la prise en charge des victimes, alors qu'on signale une augmentation des cas de viols les trois derniers mois (d'avril à juin 2015). L'accès sécuritaire et physique reste une problématique préoccupante pour la communauté humanitaire. Les vols humanitaires ECHO et UNHAS ont repris à la fin du mois de juin mais les vols commerciaux également indispensables à l'assistance humanitaire demeurent suspendus dans cette région qui pourtant fait partie des **zones de besoins humanitaires prioritaires** au Sud-Kivu. Le bac sur la rivière Lugulu qui reliait Shabunda centre à Lulingu n'est plus en état de fonctionnement. Le projet en nutrition à Lulingu de l'ONG People in Need prend fin au 31 juillet et le projet



Le projet en nutrition à Lulingu de l'ONG People in Need prend fin au 31 juillet et le projet

Integrated Health Programme (IHP) qui était dans la zone s'est terminé à la fin du mois de juin. Une organisation internationale humanitaire continue d'appuyer l'hôpital de Lulingu pour certains soins spécifiques.

Occupée par les miliciens Raïya Mutomboki pendant un peu plus de deux ans, la région est passée sous le contrôle de l'armée congolaise (FARDC) depuis la fin de l'année dernière, mais leur présence et capacité d'intervention s'avèrent insuffisantes face à l'activisme des Raïya Mutomboki. La situation sécuritaire ne s'est pas améliorée, l'attaque sur le système d'approvisionnement d'eau à l'hôpital a par exemple eu lieu à trois reprises après le retrait de la coalition Raïya Mutomboki, et une psychose générale prévaut dans la région.

Réponse humanitaire



Sécurité alimentaire

Du 7 au 13 juillet 2015, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'ONG World Vision distribuent des vivres pour un mois en faveur de 1 301 familles d'accueil de réfugiés burundais des localités de Kamanyola, Katogota, Luvungi, Sange et Lubarika dans la plaine de la Ruzizi en Territoire d'Uvira. Ces derniers avaient reçu une première assistance en vivres en juin. Les vivres incluent des céréales, des légumineuses, des huiles végétales. Ces deux organisations viennent également de finaliser l'enregistrement de 433 ménages en vue d'une distribution de vivres en faveur des réfugiés, familles d'accueil et membres de la communauté hôte dans la plaine de la Ruzizi (Kigurwe, Luberizi, Runingu) et dans le Territoire de Fizi (Katanga, Mboko, Sebele).

Chiffres clés

6 240 239

Habitants
(dénombrement
sanitaire 2014)

661 395

Déplacés internes
au 31 mars 2015

209 600

Personnes
retournées au 31
mars 2015, sur les
18 derniers mois

9 000

Anciens réfugiés
burundais au Congo

50 000

Anciens réfugiés
congolais au Burundi

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Guelnoudji Ndjekoukousse, Chef de Sous-Bureau a.i, OCHA Sud-Kivu, ndjekoukousse@un.org, Cel: +243817061215

Naomi Frérotte, Chargée d'information publique, OCHA Sud-Kivu, frerotte@un.org, Cel: +243817061342

Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu nama@un.org, Cel: +243817061233

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, Cel: +243970003750

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int; ou <http://rdc.humanitarianresponse.info>